

ITA

# BÜLTEN BULLETIN

INFO-TÜRK AJANSI  
AGENCE INFO-TÜRK  
INFO-TÜRK AGENCY

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF  
561, CHAUSSEE DE NINOVE - 1080 BRUXELLES  
TELEPHONE: (32-2) 523 22 26 et 522 98 12

La reproduction de nos articles  
est autorisée avec la mention  
de la référence INFO-TÜRK ou ITA

PERIODIQUE MENSUEL  
Gén. 53 - Français 18  
2ème année - avril 1978  
Prix: 10 FB  
Abonnement annuel  
Belgique: 100 FB  
Etranger: 200 FB

## LES "LOUPS GRIS" PROVOQUENT GUERRE CIVILE EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - Les "Loups Gris", organisation para-militaire de commandos du "Parti d'Action Nationaliste" de l'ex-colonel Türkeş, ont continué le mois dernier leurs actions contre les mesures prises par le gouvernement Ecevit pour arrêter les violences politiques; ils ont provoqué des incidents sanglants qui pourraient causer une guerre civile en Turquie.

Depuis la chute de leur gouvernement de coalition "Front Nationaliste", les trois partis de droite, le Parti de la Justice (AP), le Parti d'Action Nationaliste (MHP) et le Parti de Salut National (MSP) ont organisé une campagne de terreur et l'ont fait exécuter par les "Loups Gris".

Dernièrement, le 18 avril 1978, une bombe dissimulée dans un paquet envoyé par des personnes non-identifiées a explosé chez Hamit Fendoglu, homme de droite qui était maire de la ville de Malatya dans l'Anatolie orientale; cette bombe l'a tué en même temps que trois membres de sa famille, sa belle-fille Hanife Fendoglu et ses petits-fils Ahmet et Bozkurt Fendoglu.

Réagissant à cet assassinat, des foules enragées ont lapidé et pillé des magasins, ont incendié des maisons et jeté des bombes incendiaires. Suspectant apparemment que le paquet piégé aurait été envoyé par des gauchistes, les partisans de Fendoglu ont concentré particulièrement leurs attaques sur les résidences de ces personnes. - Le quartier général du Parti Républicain du Peuple (CHP) du Premier Ministre social-démocrate Ecevit dans cette ville fut aussi incendié par les émeutiers.

Ecevit affirma qu'il s'agissait d'une provocation de la droite, puisque la bombe envoyée avait été produite au centre nucléaire qui est sous le contrôle des "Loups Gris" placés là pendant le gouvernement du "Front Nationaliste".

Le même jour où tout cela se produisit, trois étudiants progressistes Özcan Türksever, Naci Erguvanlı et Sait Hazar furent torturés à

mort à Malatya et leurs corps furent découverts plus tard sur les rails du chemin de fer.

Comme Malatya a toujours été l'un des endroits où il y a souvent des conflits entre deux sectes de l'Islam, les Shiites et les Sunnites, l'assassinat de Fendoglu, un sunnite, a incité les sunnites à attaquer les Shiites qui sont généralement considérés proches de la gauche.

De fait, l'ex-colonel Türkeş, chef du néo-fasciste MHP, déclara dans un discours à une réunion de son parti à Adana le 9 mars que la Turquie était sur le point d'entrer dans une guerre civile.

Les incidents de Malatya étaient le dernier chafne du réseau de meurtres politiques commis par les "Loups Gris" pour provoquer l'instabilité dans toute la Turquie.

Le 24 mars 1978, à Ankara, un assassin a tiré sept fois sur Dogan Öz, procureur public de cette capitale, au moment où il entra dans sa voiture pour aller à son travail. La plupart des balles ont atteint Öz à la tête le tuant immédiatement.

Öz s'était fait critiquer peu de temps avant par le Parti d'Action Nationaliste à cause d'une incursion de la police à minuit dans un foyer de jeunesse, connu comme un bastion de militants de droite.

Le 8 avril 1978, à Istanbul, Server Tanilli, professeur associé à l'Université, à la Faculté de Droit, fut à moitié paralysé après une agression. Il fut sérieusement blessé par balles par des personnes non-identifiées en rentrant chez lui.

Server Tanilli a été acquitté dernièrement par un cour d'assises dans un procès où il était accusé d'"avoir propagé le communisme" dans un livre qu'il avait écrit sous le titre "Histoire de la Civilisation". Son procès avait duré des années et son acquittement fut interprété comme une victoire de la lutte pour la liberté d'opinion en Turquie. En tirant sur lui, les "Loups Gris" voulaient montrer qu'ils étaient décidés à punir dans leur chair les gens dont les opinions étaient contraires aux leurs.

Le 12 avril 1978, à Ankara, une bombe à retardement placée près de l'Académie d'État d'Architecture et de Génie a blessé 22 étudiants; 6 d'entre eux sont en danger de mort.

Le 17 avril 1978, des militants du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) qui étaient en train de coller des affiches pour la campagne de leur parti contre l'OTAN à Sisli, Istanbul, furent attaqués par un groupe fascistes; l'un de ceux-ci tira et abattit le travailleur Yilmaz Derebagi, un membre du parti.

Entre le 18 mars et le 11 avril, 83 bâtiments furent détruits par explosif ou incendies dans toute la Turquie et 211 personnes furent blessées à cause de la violence politique.

Ce dernier mois, 42 personnes furent tuées pour des raisons politiques; en tout, le nombre global de victimes d'incidents sanglants qui se sont produits après la formation du gouvernement d'Ecevit est de 146 personnes.

Voici les derniers assassinats politiques, en n'y incluant pas ceux mentionnés plus haut:

- 18 MARS: A Adana, Osman Deniz, étudiant, est abattu par des personnes non-identifiées.  
A Tekirdag, Sabri Berkgöz, sous-officier retraité est tué à coups de couteau.
- 19 MARS: Dans le district d'Eregli, province de Konya, l'étudiant à l'université Yaşar Yaman est tué à coups de couteau.
- 20 MARS: A Istanbul, le policier Ahmet Şakir Gülgüner qui surveillait un foyer d'étudiants est abattu par les "Loups Gris".  
A Antalya, Çetin Kaya Erdoğan, un ouvrier du textile, battu jusqu'au coma une semaine plus tôt par les "Loups Gris" meurt à l'hôpital.
- 21 MARS: Dans le district Eregli de la province de Konya, l'étudiant Ertan Gelışhan qui avait été poignardé auparavant dans une bagarre meurt à l'hôpital.  
A Ankara, Hüseyin Çakmak, un employé de la Radio-TV est abattu devant sa femme pendant qu'il essayait d'arrêter une bagarre.

- 22 MARS: A Gaziantep, Mehmet Islan Savaş, le directeur de l'Institut d'Éducation, connu comme un professeur gauchiste est abattu par les L.G.
- 23 MARS: Dans le district d'Hisarcık de la province de Kayseri, l'étudiant d'université Naci Has est abattu chez lui.  
A Trabzon, l'étudiant d'école secondaire Hamit Şahin qui avait été blessé gravement par ses adversaires deux jours plus tôt meurt.  
A Adana, deux étudiants de l'École Supérieure de Génie, Osman Beydilli et Güven Bilgili sont pris dans une embuscade et tués par des Loups Gris.
- 24 MARS: A Nigde, un étudiant d'école secondaire, Hasan Yaşar Aysar qui a été abattu par des "Loups Gris" pendant une attaque armée meurt à l'hôpital.  
A Samsun, le professeur Feridun Baş est découvert pendu.
- 27 MARS: Dans la ville de Yeniköy d'Antalya, l'étudiant Ahmet Güzel est abattu par des personnes non-identifiées.
- 29 MARS: A Gaziantep, le tailleur Salahattin Akkaya est abattu dans son atelier.
- 30 MARS: A Manisa, pendant une attaque d'un café, le tenancier İbrahim Hürbaş est abattu.  
A Konya, Ali Sevinç, âgé de 18 ans est abattu par des adversaires politiques de son père.
- 31 MARS: A Gaziantep, le tailleur Celal Özkan est abattu sur le chemin de sa maison.
- 1 AVRIL: A Istanbul, la police prétend que Osman Ataş, qui avait été capturé pendant un hold-up s'est suicidé en sautant par la fenêtre de l'hôpital.
- 4 AVRIL: A Malatya, un étudiant de gauche de l'École Supérieure de Vocation est abattu dans une bagarre. Il a pu identifier son assassin comme un "Loup Gris" avant de mourir.  
A Maraş, pendant une attaque d'un café, le vieux Sabri Özkan, 81 ans est abattu par les "Loups Gris" tandis qu'il regardait la TV.
- 5 AVRIL: A Ankara, les "Loups Gris" tirent à la mitrailleuse sur une foule d'étudiants à l'école d'Enseignement technique supérieur et tuent Zafer Boz.
- 8 AVRIL: A Diyarbakır, 650 prisonniers se révoltent pour protester contre le meurtre d'un détenu.  
A Istanbul, le corps de Şükrü Nuri Guntay est trouvé par des pêcheurs dans la mer. Il est perdu depuis 20 jours.  
A Istanbul également, un jeune homme nommé Veli Yagiz est trouvé mort sur la terrasse d'un hôtel.
- 9 AVRIL: A Ankara, Sabri Taşdemir est abattu dans un café.
- 11 AVRIL: Dans le village Emirhaydar de Gaziantep, deux paysans Arap Kaya et Bekir Kaya sont pris dans une embuscade et abattu par leurs adversaires.
- 16 AVRIL: A Ankara, l'étudiant Gürsel Kahraman est abattu.
- 19 AVRIL: A Istanbul, l'ouvrier Erhan Tekeli est abattu dans une bagarre entre deux groupes syndicaux rivaux.  
A Elazığ, l'étudiant d'école secondaire Orhan Küçükçaya est abattu dans une bagarre entre deux groupes d'étudiants.
- 21 AVRIL: A Gaziantep, des "Loups Gris" abattent Kemal Eren, père d'un étudiant de gauche.  
(O-M-DN-DG-HA-22/4)

REACTIONS DE LA POLICE CONTRE LA CAMPAGNE ANTI-OTAN: ARRESTATIONS MASSIVES

ANKARA (ITA) - La campagne Anti-OTAN de 3 semaines organisée par le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) a produit un grand soutien et une forte participation des forces démocratiques d'une part et de l'autre, une répression policière sans précédent du côté du gouvernement.

Toutes les forces de police ont été mobilisées pour arrêter les militants du parti qui essayaient de coller les affiches de la campagne sur les murs. Ces affiches disaient: "Pour l'Indépendance Nationale, dites 'Non' à l'OTAN".

Le Secrétaire général du Parti le Docteur Nihat Sargin déclara que des centaines de militants du parti étaient détenus et qu'il n'y avait aucune base légale à cette chasse à l'homme. De plus, les forces de police encerclèrent le quartier général du parti à Istanbul et tirèrent sur les gens qui y pénétraient. Ils ont aussi emprisonné le conseiller juridique du parti. ./.

La Présidente du parti Behice Boran a envoyé au Premier Ministre Ecevit une lettre lui demandant de faire abandonner à la Turquie l'alliance avec l'OTAN, tout en expliquant dans sa lettre les raisons de sa demande.

Mais comme on peut le voir par d'autres informations, Ecevit tient toujours à garder les relations de la Turquie avec ce pacte militaire agressif.

Pendant cette campagne, le militant du parti, Yılmaz Derebaşı fut abattu par les "Loups Gris". (TIF-O-DN-DG-RA-18/4)

#### DISK CELEBRERA LE 1er MAI DANS LE SQUARE OU 34 OUVRIERS FURENT MASSACRES

ISTANBUL (ITA) - Dans le but de manifester la volonté de la classe ouvrière de lutter contre l'escalade et les provocations fascistes, la nouvelle administration de DISK (Confédération des Syndicats Progressistes) décida de célébrer le 1er mai 1978 dans le même square dans lequel, l'année dernière, 34 ouvriers furent assassinés à la suite d'une provocation.

Par une déclaration récente, la Municipalité d'Istanbul avait interdit que des meetings soient tenus à cet endroit, Taksim Square. Quoi qu'il en soit, le Secrétaire Général de la DISK, Fehmi Işıklar déclara que la confédération célébrera le 1er mai dans le Taksim Square et qu'elle considérera toute tentative d'empêcher la réalisation de ce désir comme une "violation des droits légaux".

#### Les leaders de la DISK interrogés, les patrons satisfaits

Le Président de la DISK, Abdullah Bastürk et ses assistants ont été appelés le 27 mars 1978 devant le procureur du district de Bakırköy à répondre du fait d'avoir organisé une grève de protestation de deux heures contre l'escalade des assassinats politiques dans toute la Turquie.

Après son interrogatoire, Bastürk fit une déclaration à la foule de sympathisants et de militants rassemblés devant le tribunal, déclarant que la grève de deux heures était un droit constitutionnel obtenu par la DISK, et non une violation de la loi. Il dit aussi: "Le crime n'est pas de résister au meurtre des citoyens et des étudiants. La classe ouvrière ne permettra pas, ne tolérera pas les meurtres du peuple ni la montée du fascisme qui atteint même l'administration de l'Etat."

Le secrétaire Général Işıklar critiqua aussi le gouvernement en révélant que 33 membres de la DISK furent arrêtés en connection avec la grève de deux heures. (Voir le BULLETIN de mars 1978)

Par contre, le Président de la Confédération des Unions des Hommes d'Affaires, Halit Narin exprima sa satisfaction de l'attitude d'Ecevit à l'égard de la grève de deux heures entreprise par la DISK. Rappelons que Ecevit avait accusé la DISK d'avoir entrepris une grève "illégal".

Répondant à une question sur ce sujet, M. Narin déclara: "Le gouvernement a pris les mesures de rétorsion justes contre cette grève par un déploiement de l'autorité de l'état qui semblait ne plus avoir existé depuis longtemps. C'est pourquoi ce développement nous donne un grand espoir pour l'avenir."

#### La politique de la DISK définie par la nouvelle administration

Comme cela a été souligné dans le BULLETIN de janvier 1978, le changement de l'administration de la DISK lors du congrès anticipé avait donné lieu à des commentaires variés sur l'avenir du mouvement syndical progressiste de Turquie. Tandis que quelques commentateurs considèrent ce changement comme un glissement de gauche vers le centre, quelques autres y voyaient un pas futur vers l'unité du mouvement syndicaliste turc.

Des déclarations récentes de la nouvelle administration rendirent plus claire sa politique. Dans une brochure publiée par la DISK le 28 février 1978, le Président Bastürk expliquait la raison du changement dans l'administration comme suit:

"Une certaine fraction politique (Voir BULLETIN de janvier 1978) a adopté, au sein de la DISK, une attitude rigide à l'égard de ceux qui étaient leaders

ou membres de partis politiques et n'avaient pas réussi à introduire une attitude coopérative au sein des corps administratif et exécutif. C'est pourquoi nos comités administratif et exécutif ne toléreront jamais aucune activité de fractions visant à établir leur propre influence au sein de la DISK."

D'autre part, le Comité Exécutif de la DISK s'est réuni les 13 et 14 février et a résolu les questions à l'ordre du jour. Abdullah Bastürk, Président de la DISK résuma les résolutions comme suit:

"La DISK n'adoptera pas une politique sectaire ni négative, s'opposera aux tendances déviationnistes et continuera sa lutte conformément à ces principes.

"Le Bureau Exécutif de la DISK combattra l'expansion de l'idéologie bourgeoise au sein de la classe ouvrière et les tentatives de lavage de cerveau. La DISK poursuivra ses activités éducatives afin de répandre largement la conscience socialiste parmi les masses ouvrières en utilisant des méthodes scientifiques et des publications.

"Le Bureau Exécutif a décidé d'aider les ouvriers qui ne sont pas membres des syndicats affiliés à la DISK pour qu'ils se rendent compte que la DISK est une organisation de classe et de masse. Il a décidé aussi d'accélérer les activités afin que la base atteigne un niveau de conscience plus élevé. On veillera à ce que l'ensemble de la classe ouvrière et les masses et les organisations qui s'identifient avec la ligne démocratique consolident leur solidarité avec la DISK à la lumière de la science de la classe ouvrière (le socialisme scientifique, ITA).

#### REMARQUES DU LEADER SOCIALISTE BORAN SUR LE PROBLEME DE CHYPRE

ANKARA (ITA) - Les propositions de l'administration turco-chypriote sur la reprise des entretiens concernant la paix à Chypre furent préparés par M. Mintaz Soysal, professeur de science politique, et transmises à Kurd Waldheim, Secrétaire Général de l'ONU.

La présentation du plan turc sur Chypre a été fixée de manière à coïncider avec le premier pas du Président Jimmy Carter visant à lever l'embargo américain, qui remonte à trois ans, sur les armes à la Turquie.

Le mouvement socialiste turc a cependant formulé de sérieuses critiques à l'égard des approches du gouvernement turc sur le problème de Chypre.

Récemment, Madame Dehice Boran, Présidente du Parti Ouvrier de Turquie (TIP), au cours de son allocution lors du 6ème Réunion des Représentants provinciaux du Parti, les 18 et 19 février 1978, fit les remarques suivantes sur la question:

"...La préoccupation principale des USA concernant la Turquie est le problème de Chypre, plutôt que le problème des bases militaires des USA en Turquie. A la suite du développement d'une nouvelle technologie de l'espace, les bases militaires perdent leur importance; par contre, Chypre, ce 'porte-avions insubmersible', conserve son importance vitale, due au fait qu'elle donne la possibilité de contrôler toute la Méditerranée Orientale et le Moyen Orient. Les USA visent à ce que le problème de Chypre soit résolu dans le cadre de l'OTAN.

"Le problème de Chypre est revenu à l'avant-plan et de nouvelles initiatives ont été prises par le gouvernement Sovit. Que ce nouveau gouvernement accepte d'apporter des propositions concrètes sur la question territoriale et sur la constitution de l'état fédéral marque un pas positif; mais la nature de ces propositions reste incertaine. Depuis qu'on a observé une tendance à garder les pouvoirs centraux de l'état fédéral très limités et faibles, des soupçons s'éveillent que, comme conséquence, une partition de facto de l'île serait graduellement obtenue. Quoi qu'il en soit, il est absolument nécessaire que l'île soit sauvegardée et maintienne son intégrité territoriale, son indépendance et sa souveraineté afin qu'elle ne soit pas un facteur de désaccord, de conflits et contestations qui nuiraient à la paix mondiale. Pour ce qui est de la sauvegarde et du maintien de cette intégrité et souveraineté, ils dépendent de la création de certaines conditions nécessaires préalables telles que l'équipement de l'état fédéral de pouvoirs tels qu'ils lui permettent de justifier l'intégrité men-

tionnée précédemment et de permettre à l'économie cyprite d'avoir une structure harmonieuse, puisqu'une intégrité politique ne peut exister sans intégrité économique.

"Naturellement, la détermination du statut de l'île concerne en premier lieu les deux communautés qui y co-existent. Mais cela ne signifie pas que le problème soit considéré seulement dans le cadre de ces deux communautés. L'importance internationale du problème de Chypre et ses effets secondaires ne devraient jamais être perdus de vue.

"L'intégrité territoriale, l'indépendance, la souveraineté et le non-alignement de l'état de Chypre, de même que l'élimination de l'île des bases et unités militaires devraient être largement garanties par des moyens internationaux. Ce n'est qu'alors que le problème de Chypre aura trouvé sa solution la plus valable et favorable tout à la fois pour la co-existence pacifique et la sécurité des communautés turque et grecque de l'île, et pour la paix et la sécurité de toute la région, y compris la Turquie. La présence de forces armées turques et grecques dans l'île n'apporte ni paix ni sérénité aux communautés turque et grecque de Chypre, elle provoque au contraire à tout moment l'aggravation de problèmes et conflits et engendre la possibilité d'interventions militaires.

"En tant qu'état, Chypre devrait être démilitarisé. Elle ne devrait posséder ni armée ni forces militaires, excepté un certain nombre de forces de police et de gendarmerie pour sa sécurité intérieure. Grâce aux garanties internationales sus-mentionnées, Chypre n'aura nul besoin de ces forces militaires.

"Un autre point qui mérite une grande attention durant la préparation de la constitution de Chypre est de protéger la nature démocratique de l'état par des règles concrètes, détaillées et saines. La constitution fédérale doit avoir aussi comme règle impérative que les constitutions de chacun des états fédérés soient de même nature. Cet ordre démocratique doit dépasser les limites des droits et libertés qui sont désignées comme 'droits et libertés démocratiques classiques' et garantir aux masses une participation efficiente dans les administrations fédérales et locales et le droit de les superviser. Quelles que soient leurs nationalités, les gens sont tous frères et pacifistes, en principe. Ce qui provoque les conflits et contestations au niveau national sont en fait les luttes d'intérêts des classes dirigeantes des deux côtés. Les masses ouvrières turques et grecques représentent la principale assurance interne de paix et de sécurité à Chypre." (OB-IT-DC-EP-31/3)

#### "POLITIQUE NOUVELLE EN VUE DE REVITALISER LES LIENS AVEC L'ETRANGER"

ANKARA (ITA) - Le Premier Ministre Ecevit, dans une interview avec le correspondant de l'Agence de presse Tanjug, déclara que son gouvernement immédiatement revitalisé les relations internationales de la Turquie sur une base très large.

Ecevit déclara qu'un nouveau rapprochement avait été approuvé au sujet des liens turco-américains et que des progrès considérables avaient été réalisés dans les négociations sur la coopération économique et commerciale avec l'Union Soviétique et la Libye.

Au sujet de l'extension de relations avec le Tiers Monde, Ecevit déclara que son gouvernement attachait une grande importance à cette extension "au delà du cadre de nos alliances et associations existant actuellement, et qu'il désirait notamment établir des relations plus étroites et une coopération avec les Balkans, le Moyen Orient et avec les pays méditerranéens et africains."

Ecevit déclara aussi que la prochaine tâche de son gouvernement serait de s'occuper "de nos problèmes urgents avec la CEE."

D'autre part, le ministre belge des Affaires Etrangères, Henry Simonet dit à des reporters, avant son départ pour une visite de quatre jours en Turquie, que les pays occidentaux devraient se montrer compréhensifs à l'égard des problèmes politiques et économiques auxquels la Turquie se trouve confrontée et qu'ils devraient l'aider à surmonter ses difficultés.

Accords avec le FMI et des banques américaines

Le Premier Ministre Ecevit salue aussi l'accord d'emprunt avec le FMI comme un "feu vert" qui faciliterait l'obtention d'autres emprunts étrangers et l'ajournement du paiement déjà en retard de quelques crédits. Au cours d'une conférence de presse il déclara à des reporters que les emprunts garantis par le FMI, 450 millions de dollars, étaient plus élevés que ne l'évaluaient les prévisions les plus optimistes.

Le Ministre des Finances Ziya Miezzioglu, juste après avoir signé l'accord d'emprunt avec le FMI, fit le voyage de Washington à New York pour faire appel aux banques privées américaines telles que la Chase Manhattan Bank et la Morgan Guaranty Trust Co.

Le gouvernement turc entama aussi des entretiens officiels avec l'Organisation de Coopération Economique pour le Développement (OECD) dans l'intention de discuter de la possibilité d'obtenir plus de crédits pour la Turquie. Après sa visite au Ministre des Finances, Miezzioglu, le Président du Consortium de l'OECD pour l'Assistance à la Turquie, Wilhelm Gill déclara que les problèmes de la Turquie seraient discutés et qu'une proposition serait présentée.

Entretemps, le Président de la Banque Mondiale, Robert McNamara vint à Ankara pour des entretiens officiels avec des fonctionnaires au sujet de crédits de la Banque Mondiale à la Turquie.

Un marché de 50 millions de DM avec l'Allemagne

D'autre part, un accord de crédit de 50 millions de DM a été signé entre la Turquie et la République Fédérale Allemande à Bonn.

Une délégation turque de 13 membres, conduite par le Ministre d'Etat Hikmet Cetin et le Ministre des Municipalités Kenan Bulutoglu rencontra les présidents des banques commerciales allemandes en vue d'obtenir des facilités de crédit.

Bulutoglu déclara que, dans un proche avenir, la Turquie recevrait plus de crédits de la République Fédérale. "Outre cet accord, affirma Bulutoglu, nous avons négocié au sujet de crédits allemands d'une valeur de 150 millions de DM pour des projets turcs. A l'issue des entretiens, les partenaires décideront du projet qui sera financé par l'Allemagne. D'autres possibilités de nouveaux crédits seront également recherchées au cours de la visite du Premier Ministre Ecevit en Allemagne, en mai." (C-DN-DG-ET-10/4)

CONTACTS AU HAUT NIVEAU POUR DE NOUVELLES AFFAIRES ENTRE L'URSS ET LA TURQUIE

ANKARA (ITA) - Le volume de commerce extérieur de la Turquie avec l'URSS va probablement augmenter à cause du blocage des échanges avec l'étranger qui a provoqué la cassure des relations économiques et commerciales avec l'Ouest. Une source bien informée dit: "La Turquie a une bonne raison de préférer de développer plus de relations commerciales avec l'URSS: il n'y a pas d'embargo économique et de plus le commerce s'y fait par système de compensations, ce qui veut dire marchandises contre marchandises."

Depuis la formation du gouvernement Ecevit, le premier protocole commercial entre les deux pays a été signé le 5 avril 1978 à Ankara. Ce nouveau protocole prévoit un volume commercial d'environ 295 millions de dollars du 1er avril 1978 au 31 mars 1979.

En même temps que le protocole, les deux partenaires ont aussi accepté deux annexes qui prévoient, l'une la fourniture de matériel et d'équipement soviétique d'une valeur de 36 millions de dollars pour le complexe sidérurgique d'Iskenderun, et l'autre, 1,6 millions de dollars de marchandises turques contre la construction de matériaux pour la même installation. (DN-C-DG-BA-5/4)

DECLARATION D'ISTANBUL CONTRE LA PEINE DE MORT

ISTANBUL (ITA) - Les associations du barreau et autres institutions de loi, réunies à Istanbul lancèrent un appel au monde entier pour l'abolition de la peine de mort. Cet appel a été signé aussi par Amnesty International et l'Association Internationale des Juristes Démocrates. (C-DN-DG-ET-10/4)

TRAVAUX EN VUE DE CREER UNE NOUVELLE CONCEPTION DE LA DEFENSE NATIONALE

ANKARA (IPA) - Le nouveau gouvernement turc a décidé de former une commission comportant les techniciens du Ministère des Affaires Etrangères et le personnel de l'Etat Major Général des Forces Armées turques pour établir la nouvelle conception de la défense nationale de Turquie.

Le Premier Ministre Bülent Ecevit, présentant au Sénat de la République le dossier de la défense nationale affirma la nécessité de créer une nouvelle conception de la défense nationale qui devient inévitable pour le pays.

Ecevit déclara que l'embargo des USA sur les armes, que certains milieux présentent comme une forme de pression sur la Turquie, ne peut être considéré comme telle que si la Turquie affirme: "Je ne peux réaliser ma défense et mon indépendance que si l'Amérique me le permet et me donne des armes et que je m'incline, réduit à l'impuissance."

Ecevit attira l'attention sur l'indépendance de l'économie et de la défense et il ajouta que les responsabilités et contributions de la Turquie à la défense de l'OTAN affaiblissaient également son économie.

"La Turquie n'est pas en état de supporter plus longtemps ce fardeau économique. Le moment de prendre une nouvelle décision est venu. La Turquie ne peut plus continuer à envisager ses relations internationales dans le cadre étroit d'une alliance et elle doit réorganiser sa défense et sa sécurité nationale, réviser sa conception de sa sécurité nationale en considérant que les menaces dans la région ne sont plus à sens unique. La Turquie doit prendre en considération les besoins de sa propre sécurité en priorité à ceux de l'OTAN, et les Forces Armées turques doivent être amenées à un niveau d'où elles pourront contribuer à l'économie turque. Tout ceci nécessite la révision de notre conception de la sécurité nationale. En réalisant cela, il n'est pas nécessaire pour la Turquie d'entrer en opposition avec l'OTAN. Notre gouvernement a fait le premier pas dans la création d'une nouvelle conception de la défense nationale et dans ce but a déterminé le rapprochement entre le pouvoir politique et militaire."

Défense nationale, mais avec des bases USA

En dépit du fait qu'Ecevit déclara que son gouvernement cherchait une conception nouvelle de la défense nationale et une expansion de ses relations au delà du cadre des alliances et associations existant actuellement, il ne considère pas comme nuisible l'existence des bases militaires USA en Turquie, bases qui ont cependant toujours été pour le pays une source de troubles.

Dans une interview avec l'Agence de Presse turque, Ecevit interprétait comme étant un pas constructif la nouvelle tentative du Président Carter de demander au Congrès de mettre fin à un embargo d'armes à la Turquie qui durait depuis trois ans et d'approuver une aide militaire de 225 millions de dollars, et il ajoutait:

"Nous n'avons pas l'intention de quitter l'OTAN, à moins d'y être forcés. Cependant, l'importance de notre contribution à l'OTAN dépendra de l'importance de la contribution des alliés à la Turquie, spécialement celle des USA."

Répondant à une question, Ecevit déclara que la convention sur la coopération en matière de défense turco-américaine n'était plus valable, ajoutant:

"Une nouvelle convention de défense ou un accord similaire doit être préparé en ce qui concerne l'ouverture de bases opérationnelles." Ce qui signifie qu'Ecevit n'est pas opposé à l'existence de bases USA en Turquie, mais qu'il envisage de négocier la location de territoires turcs (environ 35 millions de mètres carrés) à laisser sous contrôle de l'USA. (DN-OL-DG-27/5)

ABONNEZ-VOUS AU BULLETIN INFO-TURK

Pour chaque édition en turc, anglais et français  
l'abonnement annuel: Belgique 100 FB, étranger 200 FB

Virement:

GOODIFF s.c. - Compte: 001-0414791-95 - Bruxelles - Belgique